Elections Législatives du 23 novembre 1958

1re CIRCONSCRIPTION (Albi-Carmaux)

Electeurs, Electrices,

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réductions d'horaires et début de chômage frappent déjà les travailleurs. En Algérie, la guerre s'éternise.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, la production par ouvrier a augmenté de 40 %, apportant au grand patronat des profits fabuleux.

Le grand capital peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les Députés Communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1. — **Relèvement du niveau de vie des masses populaires** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

2. — **Paix en Algérie** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3. — **Politique extérieure d'indépendance française et de paix** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4. — **Réduction massive des dépenses militaires et réforme démocratique de l'impôt** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5. — **Garantie de l'avenir de la jeunesse** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6. — **Restauration de la République et construction d'une démocratie rénovée :**

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

C'est par l'application d'un tel programme que nous pourrons dans cette Circonscription d'ALBI-CARMAUX faire face à toutes les menaces qui pèsent sur les travailleurs.

Déjà à Carmaux on stocke le charbon sur le carreau des puits, au Saut-du-Tarn il est question de réduire les horaires de travail, à la Viscose les horaires sont déjà réduits pour le personnel féminin, à la Verrerie Ouvrière on a arrêté un four, dans le bâtiment le chômage menace également. Il doit être clair pour tous que les gros patrons et le Gouvernement attendent le lendemain des élections pour licencier du personnel ou réduire la journée de travail.

L'application du Marché Commun au 1er janvier 1959 va encore aggraver cette situation et pas seulement pour les travailleurs des usines, employés de bureau ou du commerce, mais aussi pour les paysans travailleurs qui d'une part avec la baisse du pouvoir d'achat des masses laborieuses des villes, et d'autre part avec l'importation de produits étrangers, auront des difficultés pour écouler leur propre production.

Obligés par le Marché Commun d'aligner leurs prix sur ceux de l'étranger qui sont moins élevés, les industriels français, pour conserver leurs profits, réduiront les avantages sociaux conquis de haute lutte par les travailleurs (Sécurité Sociale, Allocations Familiales, congés payés, etc...)

Le Marché Commun, c'est aussi l'aggravation du chômage par la venue en France de la main d'œuvre étrangère ; c'est encore la fermeture d'usines considérées moins rentables, c'est la disparition à la campagne de milliers de petites exploitations familiales et c'est enfin la fermeture de nombreux petits ateliers artisanaux et de petits commerces.

Notre département du Tarn fait partie de cette région du Sud-Ouest particulièrement menacée par ce Marché Commun et depuis de longs mois nous avons alerté la population à ce sujet.

Notre Parti Communiste est le seul à n'avoir aucune responsabilité dans la situation désastreuse dans laquelle se trouve notre pays.

En effet, tous les autres partis ont été associés à la politique des Gouvernements successifs depuis 10 ans.

Dans cette Circonscription, il n'y a aucune différence entre le socialiste DEIXONNE (qui a trahi tous ses engagements électoraux du 2 janvier 1956) et le clérical RIEUNAUD, l'indépendant paysan POUX, le poujadiste TAURINES. Ils sont tous les quatre des hommes appartenant aux formations politiques pareillement responsables de nos malheurs.

Leurs disputes de façade ne doivent pas dissimuler leur accord profond pour la continuation de cette politique désastreuse. Leurs querelles d'aujourd'hui ne sont faites que pour tromper les électeurs et piper leurs voix. C'est si vrai, qu'ils sont prêts au deuxième tour à de nouveaux apparentements pour renouveler contre Marcel PELISSOU l'opération malhonnête qu'ils réussirent en 1951 contre Roger GARAUDY.



C'est pour faire échec à toutes ces manœuvres que la Fédération du Tarn du Parti Communiste vous appelle à voter en masse **dès le premier tour** *pour :*

Marcel PELISSOU

Député Sortant.

Marcel PELISSOU a pleinement justifié la confiance qu'avait mise en lui la population de notre Département en l'élisant Député en 1956.

C'est un fils du peuple. Il connaît vos difficultés, vos besoins et vos espoirs. Il a mérité que vous lui renouveliez votre confiance.

ELECTEURS, ELECTRICES !

Pour barrer la route à la réaction, et à ceux qui la soutiennent, pour réaliser une politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la Nation, pour continuer d'autre part les fières traditions démocratiques de cette belle Circonscription.

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France,
Votez et faites voter pour **Marcel PELISSOU**
et son suppléant éventuel **André CALVAYRAC**

Candidats du Parti Communiste Français

LA FEDERATION DU TARN
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

VU : *Les Candidats.*

ALBI - IMP. PEZOUS